



## SOUS-PREFECTURE DE MURET

Pôle réglementation et sécurité  
Associations Loi 1901  
10 Allée Niel  
31605 MURET CEDEX  
Tél : 05.34.45.34.45

Le numéro W313021620  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W313021620

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### Le Sous-Préfet de Muret,

donne récépissé à **Monsieur le Trésorier**  
d'une déclaration en date du : **18 décembre 2020**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

#### STATUTS, OBJET, TITRE

dans l'association dont le nouveau titre est :

#### **ASSOCIATION NATIONALE DU CONSEIL EN ORGANISATION DU SECTEUR PUBLIC - ANDCO**

dont le siège social est situé : Appartement 131  
4 avenue Camille Pujol  
31500 Toulouse

Décision(s) prise(s) le(s) : **11 décembre 2020**

Pièces fournies : Statuts  
Procès-verbaux

Muret, le 21 décembre 2020

Pour le SOUS-PRÉFET,  
La Secrétaire Générale,  
  
Rose-Marie VENGUT (57)

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.